

LES PARENTS POINTENT DU DOIGT LA CLINIQUE OÙ ELLE FUT ADMISE À BOUIRA

Une marche pour réclamer la vérité sur la mort d'une jeune maman

Plusieurs dizaines de citoyens venus pour la plupart depuis la commune d'Ahnif, à 40 kilomètres à l'est de Bouira, ont organisé hier une marche pour réclamer la vérité sur la mort de leur fille, mère et sœur, Zakia Mebarki, décédée mercredi dernier à Kouba après son transfert depuis la clinique Lalla Khadidja de Bouira où elle était admise deux jours auparavant.

La jeune maman qui était admise pour accouchement a été opérée, selon les responsables de la clinique, avec succès et une fillette a vu le jour le lundi 6 juillet.

Cependant, après l'opération et sa réanimation deux heures plus tard, la jeune maman a eu des douleurs pendant la nuit et c'est là que les versions données par les parents de la défunte, et celle donnée par les responsables de la clinique diffèrent.

Selon les parents, leur fille Zakia serait morte à cause de négligences criantes au niveau de cette clinique où les gardes-malades étaient quasiment absentes pendant la nuit qui a suivi l'opération, et la défunte Zakia, âgée

de 25 ans, souffrait seule et le signalait à chaque fois à son mari et à son père par téléphone. A 3 heures du matin, après une coupure de téléphone de plus de deux heures, le médecin-chef téléphone en personne au père qui était rentré chez lui à Ahnif pour lui demander du sang de type A négatif.

Le père se débatta comme il le pourra et pendant la matinée, après un appel de don de sang lancé à Radio Bouira à 7 heures du matin, les responsables de la clinique demanderont au père et aux responsables de l'hôpital Mohamed-Boudiaf où les donneurs de sang s'étaient dirigés de leur envoyer du sang frais, sans analyses. Le père pense que cette manière de

procéder est grave et pourrait tuer un malade si jamais le sang frais était infecté par le VIH.

Qu'importe, le sang frais a été donné et injecté à la jeune Zakia dont la situation ne s'était guère améliorée. A 15 heures de la journée du 7 juillet, elle fut transférée vers Alger, plus exactement vers Kouba dans une ambulance qui ne dispose d'aucun confort.

A Kouba, la jeune maman rendra l'âme durant la nuit. Selon le père de la défunte, sa fille est morte suite à la négligence de la clinique Lalla Khadidja.

Ce dimanche, une marche a été organisée par les habitants du village d'où est originaire la défunte Zakia. Les marcheurs dont le père, le mari et les frères de la défunte, réclament que toute la lumière soit faite sur cette mort due, selon eux, à une négligence de la part du médecin qui l'avait opéré et les autres responsables de la clinique Lalla Khadidja.

Selon la famille de la défunte, la négligence est flagrante quand ils ont

appris que le médecin qui l'avait opérée est natif de Kouba. Il aurait transféré la défunte toute souffrante vers l'hôpital de Kouba où il aurait des connaissances afin de se couvrir. Cela étant, ce dimanche, à l'issue de la marche, les responsables de la clinique Lalla Khadidja ont reçu les parents de la défunte Zakia en présence des journalistes.

Là et après avoir écouté les doléances de la famille, les responsables de la clinique ont expliqué que la défunte, dont le bilan médical avant opération était des plus normaux, a eu un accouchement par césarienne des plus normaux et le bébé est en parfaite santé. Après l'opération, la malade qui présentait des douleurs persistantes, a été examinée par le médecin-chef ainsi qu'un radiologue, lequel a conclu à un hématome au niveau du foie qui a nécessité une opération en urgence.

La défunte fut à nouveau opérée aux environs de 3 heures du matin et vu la gravité de sa situation, la clinique a contacté l'hôpital pour du sang frais, nécessaire dans des situations

pareilles quand il s'agit d'extrême urgence où il est question de vie ou de mort.

Cela étant, la famille réclame une enquête indépendante auprès du ministère de la Santé et de la Population, surtout que la jeune défunte Zakia ne serait pas la seule à être victime, selon elle, d'erreurs médicales de la part de cette clinique.

Le mois dernier, une autre jeune fille, native elle aussi de la même commune, serait morte dans des conditions similaires, soit quelques jours après son accouchement par césarienne au niveau de cette clinique.

Du côté des responsables de la clinique, ceux-ci se montrent sereins et clament à qui veut les entendre que toute mort qui survient au niveau de la clinique est douloureuse à supporter, mais que statistiquement, la clinique n'a enregistré qu'une dizaine de morts en l'espace de 10 ans d'exercice et avec un total de plusieurs milliers d'opérations et autant d'accouchements par césarienne.

Y. Y.

RELIZANE

La circulation automobile étouffe le centre-ville

Le chef-lieu de la ville de Relizane est devenu en ce mois de Ramadhan, synonyme de bouchons et de perturbation de la circulation.

Les grands axes de la ville de la Mina autant que les venelles se retrouvent chaque jour prise d'assaut par des milliers d'usagers. Etonnamment, et malgré les nombreux projets d'aménagement des routes, rien n'a encore changé. Bien au contraire, la situation s'empire. Aussi, il est à remarquer que l'accroissement que connaît le secteur de l'acquisition des véhi-

cules est souvent accompagné par l'augmentation des perturbations de la circulation des voitures.

Soumis à des tensions et des frictions, les citoyens n'arrivent plus à tenir dans cette pression. En parlant de bouchons, on peut s'imaginer d'ores et déjà les files interminables de voitures. Klaxons stridents et mêmes insultes et imprécations fusent de partout. C'est le quotidien du Relizanaï qui, en plus de toutes les nuisances de la vie urbaine, il doit faire face à son pire «cauchemar», à savoir les embouteillages. Cependant, diverses solutions ont pourtant été

adoptées entre trémies et ponts, mais rien n'y fait, le chef-lieu de Relizane qui est traversé par la fameuse route nationale N°4, ne peut plus faire face au nombre de véhicules en circulation sur ces routes qui n'ont pas été conçues pour un nombre aussi important.

En attendant qu'une solution miracle soit trouvée pour mettre fin à ce cauchemar tout en préservant notre environnement, des usagers demandent l'intervention du premier responsable de la wilaya pour mettre fin à cette anarchie qui règne au chef-lieu.

A. Rahmane

AÏN-TÉMOUCHENT

Problème de transport de voyageurs à Terga

Le problème de transport a été soulevé lors de la précédente session plénière de l'APW de Aïn-Témouchent par un élu dans la commune de Terga.

Selon cet intervenant, dans cette ville touristique par excellence, les habitants éprouvent toutes les peines du monde pour trouver un moyen de transport public de voyageurs à destination du chef-lieu de wilaya ou vers la daïra d'El-Maleh.

Cet élu a oublié que la prestation de transport est aussi une marchandise soumise à la loi du marché (offre et demande). Il a proposé comme solution que l'entreprise publique de transport ETO desserve cette ligne à l'instar d'autres communes. Cependant le premier responsable du secteur des transports

n'est pas allé avec le dos de la cuiller pour lui répondre en usant des termes économiques : «Les opérateurs privés de transport de

voyageurs ont fui cette ligne car ils ont constaté qu'elle n'est pas rentable.

Certes l'entreprise peut desservir cette localité si seulement la trésorerie de la wilaya lui octroie des subventions pour pallier le déficit.»

Ainsi, le calvaire des voyageurs se complique de surcroît pour les

fonctionnaires qui rejoignent leurs postes de travail dans les différentes administrations réparties à travers la ville de Aïn-Témouchent et El-Maleh. Le plus souvent, ils sont contraints de prendre des taxis clandestins à des prix très élevés pour aller à leur boulot.

S. B.

Des habits de l'Aïd pour les enfants démunis

A quelques jours de la fête de l'Aïd, l'Association de solidarité avec la famille rurale, dans la wilaya d'Aïn-Témouchent, a entamé, hier, la distribution des habits pour les enfants des familles démunies et nécessiteuses dans les zones rurales dont les douars de Magra (El-Amria) et Ouled-Tahar (Oulhaça). Cette opération de solidarité touchera les quatre autres douars, a annoncé samedi dernier la présidente de

cette association M^{me} Kharchiche Zhor. Cet élan de solidarité a été précédé par une autre opération de distribution de 500 couffins pour les familles démunies dans les zones rurales.

Chaque couffin contient des denrées alimentaires de nécessité d'une valeur monétaire de 4 000 DA, a ajouté cette présidente.

S. B.

WILAYA D'ALGER

Des enseignants universitaires attendent encore leurs logements

Des enseignants et travailleurs de plusieurs établissements universitaires d'Alger, notamment de l'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediene (USTHB) attendent encore leurs logements.

Ces enseignants ont bénéficié de pré-affectations dans le cadre du programme 220 logements de Sebala à Draria, dont la réalisation avait été confiée à l'entreprise Batigec, reprise par la suite par le groupe Condor.

Entamée voilà presque une décade, la réalisation de ces logements n'est pas encore achevée depuis 2009. Les travaux sont quasiment à l'arrêt et butent notamment sur un différend d'ordre contractuel entre la wilaya d'Alger et l'entreprise en charge.

En raison de ce différend, les enseignants se retrouvent ballotés entre la wilaya d'Alger, l'entreprise de réalisation et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, chaque partie rejetant la responsabilité sur l'autre.

Une situation inconfortable pour ces enseignants dont certains ne peuvent plus bénéficier d'autres programmes de logements tels que la location-vente, car ayant dû se désister, et contraints de recourir à la location. Un problème que le département de Tahar Hadjar tarde à régler, par manque peut-être d'information ou de volonté, malgré les assurances développées par l'exécutif concernant l'octroi de logements au corps universitaire.

C. B.